

*Le Président
A. Gallo*

AVENANT CONVENTION PLURIANNUELLE TRIPARTITE

**N° Finess :560009904
FOYER LOGEMENT RESIDENCE DU PARC
à SAINT AVE**

Entre :

- L'autorité compétente pour l'assurance maladie représentée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bretagne,
- Le représentant légal de l'établissement.

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment son article L 313-12 alinéa 1^{er} ;

Vu le code de la Santé Publique ;

Vu la loi n°2001-647 du 20 juillet 2001 modifiée relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

Vu le décret n°2010-1319 du 3 novembre 2010 relatif au calendrier des évaluations et aux modalités de restitutions des résultats des évaluations des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu le décret n°2013-22 du 8 janvier 2013 relatif à l'évaluation et à la validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins des personnes hébergées dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et fixant la composition et le fonctionnement de la commission régionale de coordination médicale à l'article L.314-9 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté du 26 avril 1999, modifié par arrêté en date du 13 août 2004, fixant le contenu du cahier des charges de la convention pluriannuelle prévue à l'article L 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la circulaire interministérielle n°DGCS/SD3/SD1/2013/418 du 6 décembre 2013 relative à la mise en œuvre du décret n°2013-22 du 8 janvier 2013 ;

Vu la notification des dotations régionales par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

Vu le Projet Régional de Santé de Bretagne, ses schémas et programmes afférents ;

Vu le schéma départemental gériatrique 2011-2015 en date du 18 janvier 2011 ;

Vu la convention tripartite signée le 11/1/2011 entre le représentant légal de l'établissement, le Conseil départemental et l'Agence Régionale de Santé Bretagne ;

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 15/03/2016
Reçu en préfecture le 15/03/2016
Affiché le
ID : 056-215602061-20160309-201627CCAS-DE

OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION

Le présent avenant à la convention vise à simplifier le processus d'allocation de la dotation soins en supprimant la procédure contradictoire.

TITRE I - MOYENS A METTRE EN OEUVRE

Au titre de cet avenant, n'est concernée que la procédure de fixation annuelle de la dotation soins.

Conformément aux dispositions de l'article R 314-40 du CASF les modalités de fixation annuelle retenues sont les suivantes :

Application du taux d'actualisation régional tel que défini par le rapport d'orientation budgétaire du directeur général de l'ARS Bretagne, dans le respect et la limite du plafond de convergence tarifaire.

Conformément aux dispositions de l'article R 314-42 du CASF, la fixation annuelle du tarif soins n'est plus soumise à la procédure contradictoire.

Il est rappelé que le gestionnaire reste soumis à la transmission de son compte administratif et de ses annexes, avant le 30 avril de l'année qui suit celle de l'exercice clos, en application de l'article R 314-49 du CASF.

Concernant l'affectation des résultats, il est rappelé que l'article R314-52 du CASF permet à l'autorité de tarification d' « en réformer d'office le montant en écartant les dépenses qui sont manifestement étrangères, par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif, et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement ».

TITRE II – CONDITION DE RESILIATION

La résiliation de l'avenant ne pourra intervenir qu'après un préavis de trois mois courant à partir du premier jour du mois suivant la réception de l'avis de rupture.

La résiliation aura pour conséquence le retour à l'application de la procédure contradictoire ou des modalités du droit commun en cours au moment de la résiliation.

TITRE III - DATE D'EFFET DE L'AVENANT

L'avenant à la convention prend effet à compter du 1er janvier 2016.

Toutes les autres clauses et objectifs de la convention et des précédents avenants restent inchangés et demeurent valables.

Fait à....., le

Le Représentant légal
de l'établissement,

Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé Bretagne,

Olivier de CADEVILLE

Envoyé en préfecture le 15/03/2016

Reçu en préfecture le 15/03/2016

Affiché le

ID : 056-215602061-20160309-201627CCAS-DE